

CONVENTION FINANCIERE AVEC LES ASSOCIATIONS

Entre

La Commune des Arcs, représentée par Madame Nathalie GONZALES, Maire en exercice par délibération du Conseil Municipal en date du 4 avril 2023 d'une part,

Et

L'Association dénommée Athletic Sporting Arcois Basket Ball, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé Mairie des Arcs 83460 LES ARCS, représentée par son Président Patrick BURTEY, d'autre part,
N° SIRET : 34782393200012 Code APE : 926 C

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, l'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret (23 000 euros), conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée. Le subventionnement sur projet ou action n'exclura pas tout financement de frais de structure dans le cas, notamment, où ce projet ou cette action, coïncide avec l'objet statutaire de l'association.

Exposé des motifs qui amènent la Commune des Arcs à conclure avec l'Association une convention de partenariat :

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet défini en annexe I - Demande de subvention / Cerfa n° 12156*05 - à la présente convention.

La Commune contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée d'un an à compter de la notification de celle-ci.

Article 3 - Montant de la subvention

Le montant de la subvention votée par délibération du Conseil Municipal en date du 4 avril 2023, s'élève à la somme de 33 500 Euros (trente-trois mille cinq cents Euros).

Article 4 - Modalités d'exécution de la convention

La subvention est imputée sur les crédits des budgets de la commune de fonctionnement chapitre 65 – article 6574 pour un montant 12 500 € et d'investissement programme 15 – article 20421 pour un montant de 11 000 €.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte n° 08003487174, Caisse d'Epargne Les Arcs, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 5.

L'ordonnateur de la dépense est la Mairie des Arcs. Le comptable assignataire est la Trésorerie de Draguignan.

Article 5 - Justificatifs

L'Association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059*02) ;
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel ;
- le rapport d'activité ;
- les factures de matériels justifiant les investissements.

Article 6 – Autres engagements

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations (communique les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local) et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible le blason de la Commune sur tous les supports de communication et documents produits dans le cadre de la convention.

Article 7 - Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la Commune, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Commune informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 - Contrôle par la Commune des Arcs

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Commune. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Commune contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Commune peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

Article 9 - Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les dispositions fondamentales qui régissent la convention.

Article 10 - Annexes

L'annexe I fait partie intégrante de la présente convention.

Article 11 - Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restées infructueuses.

Article 12 - Recours

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Draguignan – Var.

A Les Arcs, le

Le Maire de la Commune des Arcs

Nathalie GONZALES

Le Président de l'Association

Patrick BURTEY